



MOZAMBIQUE

Organisation des Travailleurs du Mozambique

Organizaçao dos Trabalhadores de Moçambique (OTM)

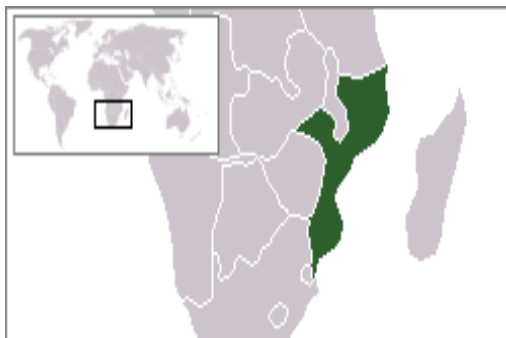
Une transition difficile, d'une longue guerre à la paix et au développement



Introduction

Pour débiter ce travail sur les syndicats au Mozambique, il est important de bien situer ce pays géographiquement et de connaître certaines données économiques. Voici donc une brève introduction sur ce petit pays d'Afrique que l'on surnomme "Le pays le plus pauvre du monde".

Tout d'abord, le Mozambique est situé dans la partie nommée Afrique australe. Il est entouré par l'Afrique du Sud, le Swaziland, le Zimbabwe, la Zambie, le Malawi et la Tanzanie.



Voici quelques données concernant le Mozambique :

Langue officielle : Portugais

Langues usuelles : Langues bantoues

Capitale : Maputo

Président : Armando Guebuza

Premier ministre : Luisa Diogo

Superficie : 801 590km²

Population : 19 104 696 hab.

Taux d'alphabétisation : 43%

Indépendance : Du Portugal, 25 juin 1975

Monnaie : le métical (MZM).

PNB : 3,6 milliards de \$.

PNB/habitant : 210 \$.

Dette extérieure : 5,7 milliards de \$.

Importations : 825 millions de \$.

Exportations : 231 millions (33 % de crevettes, 11,2 % de cajou).

Agriculture et forêt : 34 % du PIB.

Cultures vivrières : manioc, maïs, sorgho, riz, légumes secs, bananes, légumes frais, patates douces.

Cultures commerciales : canne à sucre, noix de coco, coton, noix de cajou, tabac, thé, sisal.

Pêche : poissons de mer et d'eau douce, crustacés.

Mines et industries : 18 % du PIB.

Réserves minières : gaz naturel, charbon, kaolin, amiante, colombite et tantalite, fer, cuivre, pierres précieuses.

Industries agroalimentaires (sucre, huile de coprah, huile d'arachide, farines, boissons, cigarettes...), égrenage de coton, industries textiles et chimiques, cimenterie ; projet Mozal : fonderie d'aluminium près de Maputo.



L'Indépendance

Le Mozambique a accédé à l'indépendance en 1975. Son activité économique était alors principalement basée dans les industries d'import-export et les services ferroviaires et portuaires. La plus grande partie de ses échanges (environ 60 %) se faisait avec l'Afrique du Sud. Grâce à sa production manufacturière, le Mozambique était placé dans les huit pays d'Afrique les plus industrialisés.

En 1974, un parti politique a été créé : le FRELIMO (Front de libération du Mozambique). La ligne politique définie par le FRELIMO orientait la République populaire du Mozambique et était la force dirigeante de la société et de l'État. Son but était tout d'abord de superviser l'action des entreprises, mais aussi d'assurer la conformité de la politique de l'État avec les intérêts du peuple. Plusieurs conditions rendaient difficile l'implantation d'un État stable tels les sabotages et fermetures d'entreprises, ainsi que la saignée de cadres.

En 1994, le FRELIMO, gagna les premières élections, principalement grâce à son objectif fondamental de résoudre les problèmes des pauvres. Il promettait de réduire les inégalités sociales et les déséquilibres régionaux, ainsi que de promouvoir "une répartition progressive et équitable de la richesse nationale". Le FRELIMO fit de nouveau usage de ces thèmes aux élections de décembre 1999, dont il est sorti vainqueur.

La croissance macroéconomique

Depuis plusieurs années, les objectifs du gouvernement sont de réduire la pauvreté, réduire l'inflation, améliorer les secteurs éducatifs et sanitaires et créer des emplois.

Concernant l'inflation, elle avait atteint 71% en 1994, 54% en 1995 pour chuter à 5.5% en 1997. Cette grande inflation des années 90 avait aggravé la pauvreté en érodant le pouvoir d'achat de façon importante. En 1999, elle s'est stabilisée à 4,8%.

Dans les années 1980 et au début des années 1990, il y eut une grave crise dans le domaine des industries. Le PIB annuel par habitant était passé de 133 dollars en 1981 à 90 dollars en 1993. En 1997, les industries ont repris leur souffle et la production a augmenté de près de 50 % cette année là et de 16 % en 1998. Cela a permis au Mozambique d'attirer davantage de sociétés minières étrangères.

1-Historique et évolution du syndicat au Mozambique

En 1974, lorsque le gouvernement provisoire portugais était encore au pouvoir, une vague de grèves avait fait rage dans les zones urbaines. Les capitalistes se servaient des grèves telle une arme. Il y avait aussi de nombreuses revendications et les commissions de travailleurs désiraient déstabiliser les entreprises et tenter de dissoudre l'autorité dans celles-ci. La réaction du FRELIMO (le nouveau parti au pouvoir) fut très claire : il s'opposa fermement aux revendications exprimées. Mais à la source, le problème était qu'aucune structure n'était mise en place afin de permettre aux travailleurs d'exprimer leur point de vue et de prendre des décisions.

C'est à ce moment là que des «conseils de production» (CP, *conselhos de produção*) ont été formés par le FRELIMO et appelés «structures présyndicales». Ceux-ci étaient définis comme des «instruments de contrôles sociaux de production». La responsabilité première était d'assurer un encadrement général des travailleurs, avoir une présence au sein de l'assemblée générale ouvrière de l'entreprise (laquelle était jusque-là dépourvue de pouvoir) et aussi d'intervenir en cas de besoin.

La fonction des conseils de production consistait à réprimer les retards, les absences, les vols, les grèves et les «mauvaises discussions». Cependant, les conseils de production entrèrent en conflit à plusieurs reprises avec les directions politiques et administratives des entreprises au sujet du partage du pouvoir et des responsabilités. En voulant établir des plans et des normes de production, ils gênaient la gestion capitaliste classique.

En 1983, les Conseils de production furent regroupés en un parti unique appelé l'Organisation des Travailleurs du Mozambique (OTM, *Organizaçao dis trabalhadores de Moçambique*). C'est à ce moment que naissaient officiellement les syndicats au Mozambique. L'organisation des travailleurs mozambicains (OTM) est actuellement le principal syndicat du pays.

En 1990 survint une autre grande vague de grèves dans les entreprises. L'OTM entra en crise n'ayant eu aucun rôle lors de ces protestations. C'est à ce moment que l'OTM proclama sa "départidarisation", en se renommant *Central Sindical*, au déplaisir du FRELIMO.

Voici la liste des 17 syndicats regroupés au sein de la *Centrale Organizaçao dos trabalhadores moçambicanos-Centreal sindical* (OTM-CS)

- Sindicato nacional dos empregados do Comércio, seguros e serviços (SINECOSSE)
- Sindicato nacional dos trabalhadores dos Portos e caminhos de ferro (SINEPOCAF)
- Sindicato nacional dos trabalhadores da Aviação civil, correios e comunicações (SINTAC)
- Sindicato nacional dos trabalhadores da Industria agro-pecuaria e de florestas (SINTAF)
- Sindicato nacional dos trabalhadores da Industria textil, vestuario, couro e calção (SINTEVEC)
- Sindicato nacional dos trabalhadores da Industria do Açucar (SINTIA)
- Sindicato nacional dos trabalhadores da Industria do caju (SINTIC)
- Sindicato nacional dos trabalhadores da Industria alimentar e de bebidas (SINTIAB)
- Sindicato nacional dos trabalhadores da Metalurgica, metalomecanica e energia (SINTIME)
- Sindicato nacional dos trabalhadores da Industria qu'mica, borracha, papel e grafica (SINTIQUIGRA)
- Sindicato nacional dos trabalhadores da Marinha mercante e pescas (SINTMAP)
- Sindicato nacional dos trabalhadores dos empregados bancarios (SNEB)

Il existe aussi des syndicats non affiliés

- Sindicato nacional dos trabalhadores da Industria da construção civil, madeiras e minas (SINTICIM)

- Sindicato nacional dos trabalhadores dos Transportes rodoviarios e asistencia técnica (SINTRAT)
- Sindicato nacional dos trabalhadores da Industria Hoteleira, Turismo e similares (SINTIHOTS)
- Organização nacional dos jornalistas (ONJ)
- Organização nacional dos progressores (ONP)

2- Rôle du syndicat du Mozambique

Le rôle de l'Organisation des travailleurs mozambicains apparaît identique à celui des conseils de production. En effet, la différence réside dans un encadrement plus serré des travailleurs, car en ce qui concerne les syndicats, ceux-ci sont des organismes qui ont des «adhérents » et non plus seulement des «semi-électeurs » comme il en était le cas pour les conseils de production.

Voici les principales revendications des travailleurs.

- la liberté d'organisations syndicales pour tous,
- la liquidation de toutes formes de discrimination fondée sur la race, le sexe ou l'âge
- le droit au travail, le droit au repos
- de meilleurs salaires et un standard de vie plus élevé (logement, alimentions, etc.)
- la sécurité sociale pour assurer des garanties contre le chômage, la maladie, les accidents, la vieillesse.

Afin de soutenir la constitution des syndicats, il y a eu une mobilisation où 332 conventions collectives ont été rédigées concernant 80 000 salariés. Par cette occasion, les travailleurs ont soulevé le problème des salaires. Les travailleurs doivent d'abord augmenter la production pour avoir de meilleures conditions de vie.

2.1 Philosophie

La pauvreté dans les campagnes

Au Mozambique, 69% des Mozambicains vivent encore au-dessous du seuil de pauvreté. Comme le souligne le premier ministre Diogo, la pauvreté «est une réalité atroce, surtout dans les campagnes où vivent 80 % de la population. En effet, les techniques agricoles sont rudimentaires et seulement 7% de ces agriculteurs utilisent des tracteurs ou des animaux de trait. L'image de l'agriculture mozambicaine est encore celle d'un fermier (le plus souvent une fermière, et qui porte un bébé sur le dos) retournant le sol avec une gratte pour tout instrument».

... et dans les villes

Dans les villes, le salaire minimum dans l'industrie et les emplois de bureau est fixé à environ 30 dollars par mois. Cependant, de nombreuses sociétés ne respectent pas ce salaire minimum. Souvent, les travailleurs seront payés avec des semaines et des mois de retard. Il n'est pas rare que les employeurs escroquent leur personnel. En effet, ils déduisent du salaire les contributions à la sécurité sociale, mais il ne remet pas l'argent à l'organisme national de sécurité sociale. Ils gardent donc cet argent pour eux.

Dans le secteur privé, les salaires supérieurs au salaire minimum ne sont plus fixés par décision gouvernementale, mais résultent de négociations collectives. Cela résulte principalement lorsque les entreprises réalisent un chiffre d'affaires exceptionnellement élevées, les ouvriers peuvent gagner un salaire supérieur. Il y a donc un lien intéressant à faire avec la hausse de productivité et le salaire qui va en ce sens.

Selon, l'Organisation des travailleurs mozambicains (OTM), un ouvrier a besoin d'un salaire mensuel de 900 000 meticaïs (76 dollars) pour couvrir les besoins élémentaires d'une famille moyenne de cinq personnes. Mais durant les négociations en 1999 entre le gouvernement, les employeurs et les syndicats, les employeurs n'offraient que 402 000 meticaïs. Finalement, le gouvernement est intervenu et a établi le salaire minimum à 450 000 meticaïs. Cependant, ni employeurs, ni employés ne jugeaient cela satisfaisant. Les syndicats ont présenté une demande de hausse salariale un an plus tard, mais sans résultats puisqu'il n'y a eu aucune augmentation.

2.2 Objectifs

Fonction publique

À l'indépendance en 1975, le nombre de fonctionnaires était d'environ 9000 personnes, et est passé à 109 000 en 2000. Le but de la fonction publique est d'effectuer des changements dans l'organisation du travail ainsi que dans la productivité de ceux qui y travaillent. Il y a de nombreux problèmes rencontrés par l'administration qui empêchent de bien fonctionner telles la centralisation excessive, l'absence de planification, l'absence de règles claires en ce qui concerne le recrutement, le faible niveau de qualification technique et le faible niveau de scolarité, car seulement 3% des travailleurs détiennent un diplôme universitaire.

Justice administrative

Ce tribunal a pour rôle de veiller à la légalité des dépenses publiques ainsi que d'assurer un contrôle sur la légalité des actes administratifs. Il s'occupe des litiges liés aux actes et aux différentes procédures administratives. De plus, différents pouvoirs lui ont été conférés par la loi tels qu'examiner les requêtes contre l'État, leur dirigeants, les agents et employés ainsi que les comptes publics.

Le tribunal administratif se divise en trois parties. La première est responsable des disputes administratives, la seconde des affaires fiscales et les malentendus douaniers, et la troisième a un regard sur les dépenses publiques. Il est important de mentionner qu'une des responsabilités importantes de ce tribunal est d'effectuer des contrôles sur les contrats concernant le personnel, les travaux publics et le crédit.

Programme de formation / éducation syndicale

Le but de ces programmes est d'accroître la production et intensifier la discipline du travail. En sensibilisant les travailleurs et en les informant au sujet du syndicalisme démocratique, ceux-ci comprendront mieux ce que les syndicats peuvent faire pour eux. Les travailleurs seront donc en mesure de mieux défendre leurs intérêts et leurs droits, en étant capable d'intervenir de façon efficace dans ces démarches.

Des séminaires auront lieu pour les chefs des comités syndicaux locaux, des membres des syndicats, des militants syndicaux et des membres du comité des travailleurs dans le sud, le centre et le nord du Mozambique. Pour les travailleurs, cela leur permet de d'apprendre de meilleures techniques pour négocier des conventions collectives, mais aussi pour régler des conflits de travail afin de travailler dans un environnement paisible où il y a de bonnes relations de travail.

3- Coopération internationale

La Fédération des syndicats d'Afrique du Sud (COSATU), dont fait partie le Mozambique, compte 1,8 million de membres. Suite à la mondialisation, ceux-ci reproche au gouvernement les compressions budgétaires ainsi que de privilégier la libéralisation des marchés au lieu de protéger les producteurs locaux.

3.1 Droits des travailleurs en Afrique du Sud : Ministère du Travail et syndicat ensemble.

La constitution de 1990 a amené plusieurs changements. La centrale syndicale COSATU ainsi que le ministère du travail ont réussi à mettre en place deux lois garantissant les droits au travail : Labour Relations Act et Basic conditions of Employment Act. Ces lois reconnaissent le droit de grève, le droit de se syndiquer, le droit de négocier collectivement, le droit de travailler dans des conditions sécuritaires la liberté de presse, le pluralisme politique ainsi que de garantir la liberté individuelle et protéger contre les arrestations arbitraires. Cependant, des milliers de travailleurs ne bénéficient pas de ces droits en Afrique du Sud, car les lois sont trop souvent non respectées

Le COSATU encourage fortement les travailleurs à se syndiquer, car s'il ne le font pas, «il ne sont pas vivants». Le ministère du Travail soutient : «il y a trop de travailleurs qui ne savent même pas qu'ils ont droit à des indemnités pour les accidents de travail».

4-Action actuelle

Les investissements internationaux et l'aide internationale ont permis à ce pays de faire des progrès remarquables. Cependant, il y a encore de nombreux freins au développement tels la forte prévalence du VIH, le manque d'infrastructure ainsi que la corruption.

Les travailleurs ont un rôle important dans la lutte contre le VIH/SIDA. Au Mozambique, 15 % des moins de 50 ans sont infectés par cette maladie. L'organisation des travailleurs mozambicains (OTM) tente ardemment de sensibiliser les travailleurs sur le VIH/SIDA dans les lieux de travail. Joaquim Fanheiro, secrétaire général de l'OTM, mentionne «la force de travail mozambicaine est durement éprouvée par le VIH. Les travailleurs de la classe d'âge la plus productive sont essentiels pour le développement du pays, mais ils sont décimés par la maladie».



En 2002, une loi a été mise en place rendant illégale la discrimination ou le licenciement des travailleurs sur des critères liés à leur statut sérologique. Un projet de prévention du VIH a été réalisé dans 42 petites et moyennes entreprises en 2001 et 2005 a permis de sensibiliser environ 2 300 employés sur les infections sexuellement transmissibles (IST) et le VIH/SIDA. De plus, des éducateurs ont été formés pour poursuivre la sensibilisation dans les entreprises à la fin du projet.

5- Conclusion

Des perspectives contradictoires

Pour sortir le Mozambique de la pauvreté, le gouvernement estime que l'économie devra croître d'au moins 10% pendant plusieurs années ajouter à cela une stabilité des prix et de la monnaie. Afin d'assurer cette croissance, le gouvernement place le développement des ressources humaines au centre de ses efforts et soutient que le moteur de cette croissance devra être le secteur privé.

Dans les années 90, des centaines de petites entreprises et diverses sociétés industrielles ont été vendues à des particuliers par le gouvernement et ont été privatisées. Quel est le résultat de ces privatisations ? Une classe d'élite est en train de grandir. Il y a de plus en plus de voitures de luxe dans les villes et de grandes résidences s'élèvent dans les banlieues les plus élégantes de Maputo.

Pourtant, le mouvement syndical a mis en garde à plusieurs reprises le gouvernement contre les dangers liés à la création de 2 classes sociales. En 1998, à Maputo, Joaquim Fanheiro, Président de l'OTM, déclarait: "Les écarts se creusent très vite au sein de la société. Une minorité vit dans le comble de la richesse et du luxe, tandis que la majorité a sombré dans la pauvreté la plus profonde". C'est encore le plus grand problème qu'affronte le Mozambique : comment faire en sorte que les bénéficiaires de la croissance et de la stabilité avec l'aide de l'action syndicale élèvent le niveau de vie de la vaste majorité?

Références Internet

Le congrès constitutif:

<http://www.wftu.cz/aboutwftufr.html>

Fédération syndicale mondiale :

http://www.fr.wikipedia.org/wiki/F%C3%A9d%C3%A9ration_syndicale_mondiale

Congrès du Travail :

http://congresdutravail.ca/index.php/mozambique_francais

Population Data :

<http://www.populationdata.net/pays/afrique/mozambique.html>

Le Mozambique:

<http://www.1clic1planet.com/mozambique.htm>

La République du Mozambique:

<http://fr.wikipedia.org/wiki/Mozambique>

Mozambique: situation institutionnelle :

<http://www.etat.sciencepobordeaux.fr/institutionnel/mozambiq.html>

IRIN Plus News, l'Afrique Australe :

http://www.plusnews.org/PNfrench/PNFreport.asp?ReportID=382&SelectRegion=Afrique_Australe

Carte du Mozambique:

<http://www.africa-onweb.com/pays/mozambique/carte.htm>

Afrique Relance ONU:

<http://www.un.org/french/ecosocdev/geninfo/afrec/vol14no3/moz1fr.htm>